

6.5 Finances publiques

En 2017, le **solde des administrations publiques** est déficitaire à hauteur de 1,0 % du PIB dans l'ensemble de l'Union européenne (UE). Treize pays dégagent un excédent, dans certains cas supérieur ou égal à 1,0 % du PIB comme en Allemagne (1,0 %). Quinze autres États enregistrent un déficit, dont la France (-2,7 % du PIB), mais il n'y a qu'en Espagne que le **déficit public** excède (de très peu) le seuil des 3,0 % du PIB fixé par le **traité de Maastricht**.

Si le solde évalué pour l'ensemble de l'UE est quasiment au même niveau en 2017 que dix ans plus tôt (déficit de 0,9 % du PIB en 2007), il avait en revanche plongé lors de la récession de la fin des années 2000 (déficit de 6,6 % du PIB en 2009). En effet, le déficit évolue selon le contexte économique. Les recettes d'impôts et de cotisations diminuent mécaniquement durant les phases de ralentissement, du fait de l'érosion des bases d'imposition et, inversement, augmentent en phase de reprise. Le rétablissement progressif des finances publiques entre 2009 et 2017, constaté sur l'ensemble de l'UE, doit donc beaucoup à l'amélioration du contexte économique. Cependant, il masque des disparités importantes entre pays. L'amélioration est très marquée pour les pays ibériques, la Grèce, l'Irlande et le Royaume-Uni, pays très affectés par la récession et qui enregistraient des déficits de l'ordre de 10 % du PIB ou plus en 2009. En France, le solde des administrations publiques s'est redressé de 4,5 points de PIB entre 2009 et 2017, soit un montant un peu inférieur à l'UE dans son ensemble (+ 5,6 points de PIB), mais très proche de celui de l'Allemagne (+ 4,2 points de PIB).

Toutefois, en 2009, le déficit public étant beaucoup plus élevé en France (7,2 % du PIB) qu'en Allemagne (3,2 % du PIB), la France présente, en 2017, un déficit public relativement important et encore proche du seuil des 3,0 % du PIB, alors que l'Allemagne est en excédent depuis 2014.

À la fin de l'année 2017, la **dette notifiée des administrations publiques** s'établit à 82 % du PIB pour l'ensemble de l'UE. Ce chiffre varie toutefois de 9 % du PIB pour l'Estonie à 176 % pour la Grèce. Trois autres pays présentent une dette supérieure à 100 % du PIB : la Belgique (103 %), l'Italie (131 %) et le Portugal (125 %). La France est proche de ce seuil (99 % du PIB), de même que l'Espagne (98 %). Parmi les grands pays de l'UE, l'Allemagne (64 % du PIB) et, à un degré moindre, le Royaume-Uni (87 %) sont dans une situation plus favorable.

La **dette publique**, exprimée en points de PIB, a fortement augmenté dans la plupart des pays entre 2007 et 2017 du fait de l'accumulation de déficits importants pendant la récession. Seule Malte voit sa dette se contracter en proportion du PIB, tandis qu'en Allemagne et en Suède, la dette publique s'établit à peu près au même niveau en 2007 et en 2017. La hausse de 24 points de PIB, constatée pour l'UE, masque donc des situations très contrastées. À cet égard, la progression de la dette publique apparaît élevée en France (+ 34 points de PIB) et en Italie (+ 31 points de PIB). Sept États enregistrent une hausse plus importante encore de leur dette publique. Il s'agit pour l'essentiel des pays dont le déficit public atteignait ou dépassait 10 % du PIB en 2009. ■

Définitions

Solde des administrations publiques (excédent ou déficit public), traité de Maastricht, dette notifiée des administrations publiques (dette publique) : voir *annexe Glossaire*.

1. Solde et dette notifiés des administrations publiques

en % du PIB

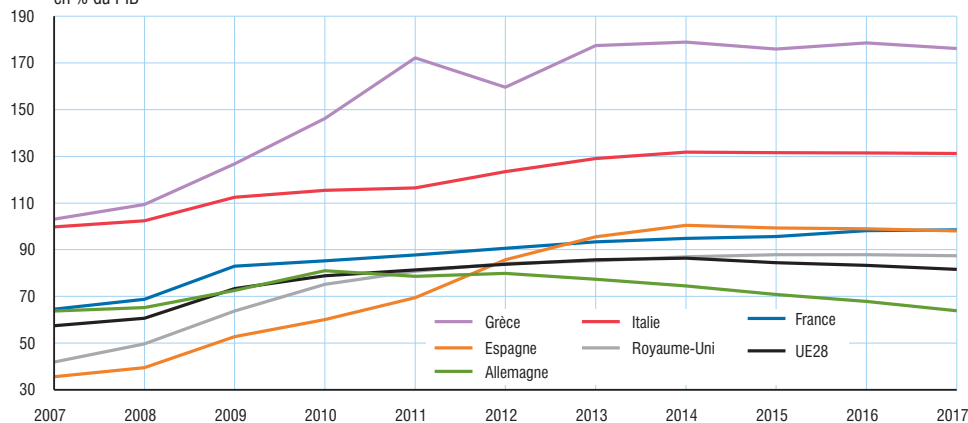
	Solde public			Dette publique	
	2007	2009	2017	2007	2017
Allemagne	0,2	-3,2	1,0	63,7	63,9
Autriche	-1,4	-5,3	-0,8	65,0	78,3
Belgique	0,1	-5,4	-0,9	87,0	103,4
Bulgarie	1,1	-4,1	1,1	16,3	25,6
Chypre	3,2	-5,4	1,8	53,5	96,1
Croatie	-2,4	-6,0	0,9	37,3	77,5
Danemark	5,0	-2,8	1,1	27,3	36,1
Espagne	1,9	-11,0	-3,1	35,6	98,1
Estonie	2,7	-2,2	-0,4	3,7	8,7
Finlande	5,1	-2,5	-0,7	34,0	61,3
France	-2,6	-7,2	-2,7	64,5	98,5
Grèce	-6,7	-15,1	0,8	103,1	176,1
Hongrie	-5,0	-4,5	-2,2	65,5	73,3
Irlande	0,3	-13,8	-0,2	23,9	68,4
Italie	-1,5	-5,2	-2,4	99,8	131,2
Lettonie	-0,5	-9,1	-0,6	8,0	40,0
Lituanie	-0,8	-9,1	0,5	15,9	39,4
Luxembourg	4,2	-0,7	1,4	7,7	23,0
Malte	-2,1	-3,2	3,5	62,3	50,9
Pays-Bas	0,2	-5,1	1,2	42,7	57,0
Pologne	-1,9	-7,3	-1,4	44,2	50,6
Portugal	-3,0	-9,8	-3,0	68,4	124,8
Rép. tchèque	-0,7	-5,5	1,5	27,5	34,7
Roumanie	-2,7	-9,1	-2,9	11,9	35,1
Royaume-Uni	-2,6	-10,1	-1,8	41,9	87,4
Slovaquie	-1,9	-7,8	-0,8	30,1	50,9
Slovénie	-0,1	-5,8	0,1	22,8	74,1
Suède	3,4	-0,7	1,6	39,3	40,8
UE	-0,9	-6,6	-1,0	57,5	81,6

Note : le périmètre de l'UE est à 28 pays, car il a été reconstitué avec la Croatie en 2007 et 2009.

Source : Eurostat, données notifiées publiées en octobre 2018.

2. Évolution de la dette publique

en % du PIB



Source : Eurostat, données publiées notifiées en octobre 2018.